



Gardons la rue et amplifions les grèves, allons chercher la victoire !

Le 28 mars, c'était la dixième journée de grève et de manifestations contre la réforme Macron : un peu moins de monde, moins de grévistes probablement, mais la détermination des manifestants n'est pas entamée. Avec même des têtes nouvelles. Beaucoup de plus jeunes, car de plus en plus d'universités et de lycées se mettent en mouvement. Et le niveau de participation reste très élevé, dans une multitude de villes du pays. La colère a encore déferlé dans la rue contre une réforme haïe, mais aussi contre un gouvernement au service des riches, contre sa politique qui est la même que celle de tous ceux qui l'ont précédé, contre le pouvoir de toute une classe d'exploiteurs. Une colère collective qui est désormais une force : oui, on peut les battre ! Oui, tout peut changer !

Panique dans les palais

Ce qui gonfle nos cœurs fait dérailler le leur. Macron avait parlé la veille à la télé, en insistant sur les « piliers républicains », la police et l'armée. Droit dans ses bottes ? Plutôt des grognements de peur. Une peur qui passe aussi sur la nuque du roi Charles, dont la visite en France est annulée pour cause de manifestations. Les banquets sous les ors de Versailles devront attendre ! Après le passage en force du 49.3, il ne reste au gouvernement que le dernier recours de la brutalité policière, aveu de faiblesse politique d'un pouvoir de plus en plus isolé. Insultes, attouchements lors de fouilles, tabassages, gazages, mutilations, arrestations visant des militants et militantes d'extrême gauche, et même des journalistes... Les blessés, parfois gravement, se multiplient. Ces techniques de violence d'État sont censées nous empêcher de nous mobiliser. Mais elles ne font qu'exciter toujours plus notre envie d'en découdre et notre révolte. Ils ne nous écoutent pas ? Eh bien, qu'ils dégagent tous !

Angoisse à tous les sommets

Monarques et présidents ne sont pas les seuls à être mal à l'aise face au débordement de colère des travailleurs et des classes populaires. Tous les amateurs d'ordre commencent à paniquer face à notre force collective et à la possibilité qu'elle s'exprime hors des cadres préétablis. Dans un débat télévisé le 23 mars, François Ruffin et Sandrine Rousseau de la Nupes ont davantage appelé à la paix sociale qu'à la révolte, alors que Jordan Bardella du RN choisissait la carte du silence prudent pour pouvoir jouer sur tous les tableaux.

Chez les dirigeants de l'intersyndicale, le discours varie souvent ! Certes, sous l'impulsion du mouvement, ils ont appelé à une nouvelle journée de

grève jeudi 6 avril. Mais d'un autre côté, pour eux, si Macron est coupable de quelque chose, c'est d'inciter à la révolte. Philippe Martinez dénonce ses « provocations ». Laurent Berger appelle à « calmer le jeu avant un drame » et à « mettre sur pause » la réforme. La réforme ou la mobilisation ? Alors que c'est le retrait total que nous voulons !

La force des travailleurs, c'est la grève !

Leurs solutions : miser sur le Conseil constitutionnel, ou bien en appeler à un référendum qui transformerait toutes nos revendications en une question fermée, dans la solitude de l'isoloir, au cours d'un processus qui durerait plus d'un an. Mais où est notre force ? Pas dans les salons des juristes, pas dans les urnes à la Saint-Glinglin ! Ce sont notre mobilisation et nos grèves, maintenant, qui font trembler le pouvoir. Le gouvernement en fait l'aveu à coup de flics et de réquisitions.

Pour déjouer ces périls, il nous faut nous organiser, discuter entre nous du mouvement, de nos revendications, de nos perspectives et de nos méthodes, nous retrouver en assemblées générales et en comités de grève, par entreprise et dans des coordinations qui les regroupent... Dans tous les cadres, formels et informels, qui peuvent nous permettre de discuter de politique, de notre lutte et de comment la prendre en main. Il faut grossir encore les manifestations, amplifier les grèves jusqu'à la grève générale.

La journée de mobilisation appelée par l'intersyndicale, jeudi 6 avril, devra être un levier pour isoler toujours plus le gouvernement, amplifier les grèves reconductibles, et pour imposer notre rythme et nos décisions à ce mouvement qui a déjà mis une énorme gifle à leur monde. Allons jusqu'à les mettre KO !

Journée d'accueil au CHS

La direction a mis les petits plats dans les grands pour accueillir nos nouveaux collègues. Discours, visites guidées, petits fours... C'est déjà un effort quand on sait comment certains d'entre nous ont été accueillis par le passé avec des entretiens d'embauche où se disaient des choses très déplacées. Maintenant que la direction a vendu du rêve, espérons que la réalité du terrain, conditions de soins et de travail dégradées, ne va pas faire fuir ces nouveaux collègues comme elles font fuir ceux qui sont déjà dans les murs.

Questionnaire de satisfaction

Accréditation oblige, la direction fait circuler un questionnaire de satisfaction en direction des usagers. On y trouve beaucoup de choses, mais pas tout. On aurait pu aussi demander aux patients ce qu'ils pensent de voir tous les jours un turnover dans les services ou d'attendre des mois pour avoir un rendez-vous avec une psychologue dans un CMP ou au service enfant...

Bref, on évite les questions qui fâchent. Quant à nous, on attend avec impatience qu'on nous questionne aussi sur notre satisfaction !

Opération déco à l'hôpital

Toujours en raison de l'accréditation, les cadres arrivent dans les services avec des tas d'affiches à mettre sur les murs. Tant et si bien qu'il n'y a plus un seul centimètre carré disponible dans les pharmacies. La machine à plastifier les documents a dû chauffer ces derniers temps. On se croirait à Noël tellement les murs sont décorés, il ne manque plus que les cadeaux.

Patients traceurs

Toujours dans cette euphorie nouvelle, chaque unité doit avoir son « patient traceur ». Un patient qui n'est pas pris au hasard et qui fait l'objet d'un suivi plus poussé par l'encadrement et les médecins. Bien sûr, ceux qui attendent des rendez-vous dans les structures extérieures ou qui ne bénéficient plus que d'un rendez-vous médical tous les six mois faute de moyens, ne sont pas sélectionnés...

Indicateur de qualité

La pharmacie nous envoie des documents pour comparer les services sur l'utilisation du gel hydro-alcoolique. On peut donc savoir lesquels sont les meilleurs et qui en utilise le plus. Sauf que voilà, avant le Covid il y avait un moyen plus simple : un

bon robinet et du savon. Une bonne façon aussi d'avoir des mains propres.

Pénurie oblige

Avec le manque de personnel, le travail change. Ainsi, dans les unités où il n'y a plus assez d'infirmières, les aides-soignants font les entretiens médicaux. À la MAS, pour faire des économies, la direction envisage de faire faire le travail des infirmières par d'autres catégories de personnel. Bien sûr que ce n'est pas toujours un problème de compétences, mais ne soyons pas dupes, c'est la pénurie qui est à l'origine de ces situations.

Macron obligé de se cacher !

Macron avait prévu de venir au match de foot France-Pays-Bas au Stade de France vendredi 24 mars. Il a dû y renoncer. Comme quoi, il n'y a pas que la venue du roi d'Angleterre qui doit être annulée et, en ce moment, tous les ministres se terrent ! Macron avait bien senti le vent de la révolte : quand le chronomètre a affiché 49'3'', des cris « Macron, démission » et des sifflets ont fusé dans les tribunes !

Yémen : le cri d'alarme de l'Unicef

Dans ce pays, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) alerte que plus de 540 000 enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë, potentiellement mortelle, et un enfant meurt toutes les dix minutes de causes évitables. Au total, 11 millions d'enfants ont besoin d'aide alimentaire et, depuis le début de la guerre, en 2015, plus de 11 000 d'entre eux ont été tués et mutilés. Ce qui n'empêche pas l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, armés notamment par les États-Unis et la France, de mener une guerre sans merci contre les rebelles houthis soutenus par l'Iran.

Le Conseil de l'Europe tacle Darmanin

La Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, à propos des manifestations contre la réforme des retraites : « Les actes de violence sporadiques de certains manifestants ou d'autres actes répréhensibles commis par d'autres personnes au cours d'une manifestation ne sauraient justifier l'usage excessif de la force par les agents de l'État », en précisant : « Le défaut de déclaration d'une manifestation n'est pas suffisant en soi pour justifier une atteinte au droit à la liberté de réunion pacifique des manifestants. » Si même l'Europe le dit...